

Tribune socialiste

N° 312 / 26 JANVIER 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

L'accord PSU - FGDS

Une nouvelle étape vers l'union de la gauche

Edouard Depreux

Le P.S.U. a toujours dit un « oui » résolu et non pas un « oui, mais » à l'union de la Gauche. Il a toujours souhaité que ses partenaires n'assortissent pas d'un mais leur oui au nécessaire renouvellement et n'opposent pas un non à l'idée d'un programme élaboré en commun. C'est dans cet état d'esprit qu'il a abordé des négociations avec la F.G.D.S., comme avec le P.C. Il savait — et il le regrettait — que d'une part il n'obtiendrait pas de candidatures uniques au premier tour, que d'autre part, on n'aboutirait pas actuellement à un véritable programme englobant tous les aspects de la politique intérieure, comme de la politique internationale.

Du moins, s'est-il efforcé de contribuer à dégager quelques idées communes, et une tactique électorale qui leur donnerait le maximum de chances de s'inscrire dans la réalité. N'en déplaise à M. Pompidou, qui serait mieux inspiré en regardant ce qui se passe dans son propre camp, les accords P.S.U.-P.C. et P.S.U.-F.G.D.S., faisant suite aux accords P.C.-F.G.D.S., s'ils ne correspondent pas exactement à ce que nous aurions désiré, permettront de mettre en échec l'U.N.R. et la réaction dans de nombreuses circonscriptions.

Je me félicite pour ma part qu'ils n'aient pas repris la formule aussi traditionnelle qu'irréaliste « Ne parlons que de ce qui nous unit, oublions ce qui nous divise », comme si la politique de l'autruche permettait d'éliminer les problèmes déli-

cats et de leur interdire de se mettre eux-mêmes à l'ordre du jour, sous prétexte qu'ils pourraient être gênants. On a été plus sage en signalant honnêtement les divergences qui subsistaient et en exprimant la volonté de les réduire par des confrontations qui se poursuivront même au-delà de la campagne électorale. On a constaté que les points de convergences étaient suffisants pour conclure des accords politiques. Il y aura, au premier tour, un peu moins de candidats du P.S.U. et un peu moins de candidats de la F.G.D.S. La presse et les radios ont centré leurs informations sur quelques retraits et quelques maintiens plus ou moins spectaculaires. Il nous paraît plus important de signaler que le climat créé par le récent accord a entraîné des ententes départementales plus étroites, sur des programmes précis, dans lesquelles nous voulons voir une anticipation de ce qu'il se passera à l'échelon national et entre toutes les forces de gauche dans un délai que nous nous efforcerons de rendre le plus bref possible.

Au dernier tour, partout où la gauche aura une chance de triompher, il y aura une candidature unique. Le P.C., la F.G.D.S. et le P.S.U. estiment qu'en principe et par conséquent dans la plupart des cas, le candidat arrivé en tête sera le portedrapeau de toute la gauche. Dès le lendemain du scrutin, on se réunira pour examiner « les situations particulières », avec la volonté de barrer le plus intelligemment possible la route à l'U.N.R.

(suite page 3)



Souscription
nationale
élections

Les spoliés
de la neige

Alain Bourquais

Brive
et Mourenx

Dominique Ivoire

Les zigzags
du Togo

M. A. Guillaneuf

L'étape
espagnole

Christian Guerche

Le gouvernement brade les psychologues

Aussi bien dans les hôpitaux psychiatriques que dans les consultations de psychiatrie infantile et les dispensaires médicopsychologiques, les psychologues ont un rôle de plus en plus étendu (examens psychologiques, responsabilité d'institution, animation de groupe, recherche, psychothérapie...).

Or il semble que les pouvoirs publics bradent cette profession pourtant essentielle.

En effet, à l'appel des syndicats et associations professionnelles réunis en Comité de Coordination des Organisations de Psychologues (CCOP), six cents psychologues se sont réunis le 14 janvier à Paris afin de mettre au point les modalités d'action propre à répondre à une instruction du ministère des Finances réduisant leur rémunération dans le secteur de la santé publique de plus de 40 %.

Il semble en effet que ceci représente pour les utilisateurs des hôpitaux et des centres de consultation médico-sociaux, le risque de ne plus rencontrer, dans ces services, des psychologues réellement compétents. En effet, jusqu'à ce jour la qualification exigée (licence de psychologie plus un diplôme spécialisé) impliquait au moins cinq années de formation après le baccalauréat, or aucun salarié ainsi formé ne peut accepter les conditions de salaire proposées par le ministère des Finances.

Cette mesure qui ne tient aucun compte de la réglementation déjà existante ni de la qualification et des responsabilités professionnelles du psychologue ni enfin des déclarations d'intention du gouvernement concernant l'amélioration des conditions de l'hospitalisation publique, ne prend son sens que dans une politique d'ensemble du gouvernement visant à se décharger sur le secteur privé de ses responsabilités en matière de santé.

Au cours de cette réunion du 14 janvier, on a pu noter la solidarité active du syndicat des médecins des hôpitaux psychiatriques avec les revendications des psychologues. Cette solidarité est fondée sur la collaboration étroite liant le médecin et le psychologue au sein de l'équipe médico-sociale, et elle s'est d'ailleurs déjà manifestée sous la forme d'un ordre aux médecins de refuser de nouveaux examens là où les psychologues avaient entrepris une grève.

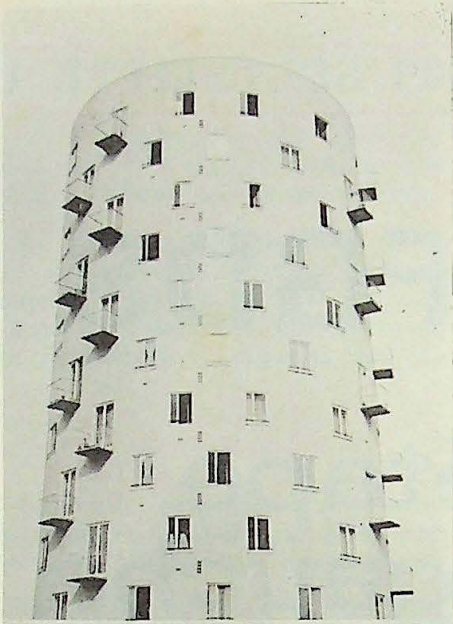
Devant cet état de fait, l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles présentes ont proposé aux psychologues réunis :

— d'une part une campagne de pétition auprès de leurs collègues de travail ;

— d'autre part l'organisation d'une délégation au ministère des Finances, munie de ces pétitions, le 30 janvier prochain.

Ces deux actions, entres autres, s'inscrivent dans le cadre du calendrier prévu par les organisations syndicales et professionnelles celles-ci devant fixer les suites de la délégation du 30 janvier.

Les cités de l'angoisse



Ce ne sera ni le premier, ni le dernier crime crapuleux commis dans une grande agglomération, pourtant l'assassinat le 18 janvier de Mme Besmenski à Boulogne a provoqué une levée d'angoisse assez symptomatique pour que l'on s'y arrête. Il est en effet évident que l'opinion publique tend à prendre conscience de l'inhumanité secrétée par nos villes monstrueuses qui ont suivi les besoins de l'économie, sans jamais être pensées en fonction des rapports de sociabilité et de communication entre leurs habitants.

A son tour l'information se penche sur ces aspects de la vie moderne. Le 18, Radio-Luxembourg transmettait un reportage saisissant sur l'existence nocturne des banlieues parisiennes. Truquage de journaliste ou observation minutieuse, toujours est-il qu'un malaise profond prenait à la gorge à la description des immeubles géométriques, des avenues rectilignes, du silence lourd qui régnait entre ces habitations-cages ! Malaise profond lorsqu'à la nuit tard, vous réintégrez certains quartiers ou certaines communes de la région parisienne et que vous êtes interpellés par des policiers en patrouille, l'arme au poing, qui ne sont pas sans rappeler des souvenirs de répression. Appréhension d'un service d'ordre que les gens estiment néanmoins nécessaire, ce que révèle une rapide enquête et que démontrait l'émission de TV du 19 janvier consacrée aux rafles policières.

On avait parlé de la maladie des Sarcelles, on avait évoqué le scandale de la prostitution dans les grands ensembles, la contagion des bandes

de jeunes, des ouvrages sont consacrés à ces problèmes, cf. par exemple la remarquable vulgarisation de Peter Hall « Les villes mondiales » qui vient de paraître chez Hachette, etc. (voir page 11).

Ne serait-il pas impérieux que les programmes des organisations de gauche proposent des solutions réalistes et progressistes à des phénomènes auxquels l'opinion demeure très sensible et qui naissent du développement de nos sociétés industrielles encore très mal maîtrisées !

Le poids du rival de PMF

Comme on le sait, notre camarade Mendès France est candidat dans la II^e circonscription de l'Isère, à Grenoble. Son principal rival est Jean Vanier, député U.N.R. depuis 1958. Comme les Français ignoraient tout de cet illustre inconnu jusqu'à ce que M. Pompidou le nomme lors de sa dernière interview télévisée, un esprit scrupuleux nous a conduit à rechercher dans les annales parlementaires ce qu'avait pu être le rôle du député grenoblois.

Il est intervenu dans huit débats : cinq en 1963, un en 1964, néant en 1966. Il n'a pas posé moins de soixante-douze questions écrites ; huit en 1962-63, huit en 64, trente en 65, seize en 1966. Il a déposé un rapport en 1962-63, un autre en 1964, deux propositions de loi en 1964, une autre en 1965.

Il a effectué pour le compte de la République deux missions en Israël et en Grèce « pour y étudier le rayonnement de la France » ; ensuite en Inde et à Ceylan.

Sur les questions écrites il a interpellé le Ministre de la Justice et lui a demandé pourquoi « les avocats français devenus indiens à partir du 16 février 1963 ayant exercé leur profession devant les tribunaux de Pondichéry avant le 16 août 1962, ne peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 qui a permis l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français ».

M. Vanier n'a pas hésité à attirer l'attention du Ministre des Affaires Sociales sur le cas des « opticiens lunetiers détaillants » non diplômés.

Il a posé au Ministre de la Jeunesse et des Sports la question 15 825 « sur les membres licenciés de la Fédération française des sociétés de tirs qui ont si peu de munitions pour s'exercer à la pratique de leur sport. Pourrait-on envisager d'accorder une quantité supérieure de munitions à ceux qui s'entraînent réellement ».

Après un tel bilan, Pierre Mendès France n'a plus qu'à bien se tenir ! Si — ce que nous pensons tous — il devient député de Grenoble, il ne sera pas sans ignorer l'ampleur de l'héritage parlementaire dont il aura à prendre la lourde charge. Peut-être

à cette occasion découvrira-t-on que la ville de Grenoble ne manque pas de problèmes graves qu'un député, semble-t-il, ne devrait pas ignorer !

La grève des étudiants de Dakar

Les étudiants de Dakar viennent de faire une grève de quarante-huit heures qui témoigne du malaise qui règne parmi les intellectuels d'Afrique noire francophone.

Le ministre sénégalais de l'Éducation Nationale a essayé de présenter le mouvement comme étant le résultat de l'activité de quelques meneurs dont les revendications étaient inacceptables.

En vérité, cette grève revêtait des motifs plus sérieux. Il y a quelques semaines, les étudiants de Dakar, appartenant aux différents pays francophones, déposaient les statuts d'une nouvelle association « l'Union des Étudiants de Dakar » ; le ministre de l'Intérieur vient de les informer qu'il refusait la reconnaissance de cette association comme organisation légale.

L'argument du gouvernement sénégalais est qu'il ne peut tolérer sur son territoire l'existence d'une organisation étrangère (la majorité des étudiants de Dakar ne sont pas sénégalais) poursuivant des buts politiques. Les étudiants contestent que l'U.E.D. soit une organisation politique : certes, ils affirment leur volonté de « lutter contre l'impérialisme international et de contribuer à la solution des problèmes de l'Afrique posés par le développement dans l'unité et l'indépendance », mais ils répudient tout lien avec des partis politiques.

N'est-ce pas sur les bancs de l'Université qu'il faut commencer à tisser des liens solides entre les dirigeants de l'Afrique de demain ? Bien sûr, les gouvernants actuels de l'Afrique parlent beaucoup d'unité, mais ils ne font rien pour la réaliser : le gouvernement du Sénégal n'accepte même pas que l'Université de Dakar soit celle de la « francophonie » dont nous parle tant son président, puisqu'il refuse de donner aux étudiants non sénégalais les mêmes droits qu'aux Sénégalais. L'O.C.A.M. (*) veut se présenter comme un début d'unification et ce n'est pas un hasard si un « mouvement des étudiants de l'O.C.A.M. » est créé au moment où l'on interdit l'U.E.D. Mais l'O.C.A.M. n'est qu'un syndicat des dirigeants en place qui, avec la bénédiction du gouvernement français, entend continuer l'exploitation systématique des peuples plongés dans une misère croissante.

(*) O.C.A.M. : Organisation Africaine et Malgache regroupant la plupart des États d'Afrique francophone et Madagascar.

Editorial

(suite de la page 1)

et à la droite. Là où la lutte restera circonscrite entre l'U.N.R. et « le Centre », la F.G.D.S. se réservera la possibilité de désistement pour ce dernier, tandis que le P.S.U. optera entre le maintien ou le vote pour un autre candidat de la gauche, qui, à ses yeux, doit encore être présente dans la bataille.

Chacun garde bien entendu la liberté de mener la campagne à sa guise, en n'oubliant pas que, si l'on rencontre, au premier tour, à gauche, des concurrents, les adversaires auxquels on doit porter des coups décisifs se situent à droite. C'est dans le cadre de l'unité de la gauche que le P.S.U. développera ses thèmes originaux, susceptibles d'arracher des centaines de milliers de voix au régime. C'est là que réside sa mission essentielle. Tous ceux qui ont entendu nos rapporteurs au Colloque de Grenoble et dans les Colloques régionaux qui l'ont suivi ou qui ont lu leurs exposés, notamment sur la démocratie locale et régionale, se sentent attirés par le caractère nouveau que nous donnons aux recherches socialistes et à l'élaboration d'un programme moderne.

Nous ne nous contenterons pas de poursuivre notre permanente bataille républicaine contre le pouvoir personnel. Nous entendons aussi et surtout livrer une bataille socialiste contre le capitalisme à la fois sous sa forme classique et sous la forme que lui donne le gaullisme. Partout où nous mettons l'accent sur le déplorable usage qui a été fait du pouvoir en matière économique et sociale et où nous ne nous bornons pas à critiquer, mais développons des solutions constructives comme celles du Contre-Plan, nous recueillons l'approbation d'électeurs et d'électrices qui, jusqu'ici, n'avaient pas trouvé le chemin de la gauche. Je veux personnellement en porter témoignage. Pour la première fois, M. Pompidou vient de confesser l'éclatante faillite du régime en matière de logement, confirmant le retentissant « vous reculez » lancé à la télévision par notre camarade Pierre Mendès France, dans son « Face à Face » avec Maurice Schumann. Après lui en avoir donné acte, nous démontrerons partout que si l'on fabrique des logements trop chers pour être vendus ou loués, au détriment des H.L.M. et des logements sociaux, dont le besoin se fait de plus en plus cruellement sentir, c'est à cause de la spéculation foncière, à laquelle on ne peut mettre fin que par des réformes de structures, com-

me la municipalisation des sols à bâtir.

Monsieur Pompidou a fait un autre aveu qu'on a moins remarqué : il y a une crise de l'emploi. Il a déclaré qu'elle serait permanente. Il a négligé d'ajouter et nous ne nous en étonnerons pas : « si on ne s'attaque pas aux structures du capitalisme et si on laisse procéder à des investissements fondés sur la recherche du profit et non de l'intérêt général. » On pourrait citer dix autres exemples du même ordre. Tous ceux qui ont lu les numéros spéciaux de *Tribune Socialiste* sur notre programme et sur notre Contre-Plan pourront le faire utilement. C'est le capitalisme que nous mettons en cause, c'est le Socialisme que nous plaçons à l'ordre du jour.

Les accords que nous avons conclus avec les autres formations nous donnent une autorité accrue pour populariser ce programme, en même temps qu'ils accroissent la cohésion de la gauche, en face du gaullisme, que ses « mais » et ses dissidences affaiblissent. Ils constituent, vers l'union de la gauche, une étape, qui, pour avoir son plein sens, doit être suivie d'autres. Cela dépendra des co-contractants. Nous sommes fermement décidés pour notre part, à nous y employer. □

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Harris Puisais

Directeurs adjoints

Gérard Constant

Christian Guerche

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction

Claude Glayman

Administration :

54, boulevard Garibaldi

Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège

de l'administration

Publicité littéraire :

71, rue des Saints-Pères

Paris-6^e

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65

6 mois 18 F - 1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1967

Accord politique PSU - FGDS

La Délégation de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et la Délégation du parti Socialiste Unifié ont examiné les conditions dans lesquelles doit être menée la lutte des forces de Gauche contre le régime gaulliste.

Elles estiment nécessaire la confrontation loyale des opinions au sein de la Gauche et la recherche d'accords comportant non seulement la critique du système actuel, mais encore les moyens de créer une véritable alternative politique opposant au Pouvoir personnel les options et les propositions de la Gauche.

C'est dans cet esprit qu'elles ont apprécié comme un élément nouveau et positif l'accord conclu le 20 décembre 1966 entre la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et le Parti Communiste Français.

La Délégation du Parti Socialiste Unifié a déclaré qu'elle était prête à prendre les dispositions de cet accord comme base des ententes qui devront intervenir lors du second tour de scrutin. Elle a tenu cependant à réaffirmer la volonté du P.S.U. de ne soutenir aucun candidat

de droite, qu'il soit gaulliste ou concurrent du gaullisme. Elle a considéré d'autre part que la discussion d'un programme commun demeurerait indispensable. C'est, pense-t-elle, à travers cette procédure que pourront être surmontées les oppositions actuelles, qu'elles concernent l'extension du secteur public, l'élaboration d'une constitution nouvelle ou les formes de la lutte contre l'intervention américaine au Vietnam, et que pourront être posés dans toute leur ampleur les problèmes de la construction d'une démocratie socialiste dans un pays industriel développé.

La Délégation de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste a exposé les décisions de son Comité Exécutif selon lesquelles « l'affirmation de la personnalité de la Fédération sur le programme du 14 juillet correspond à l'intérêt de la Démocratie, alors que l'élaboration d'un programme commun supposerait résolues toutes les divergences existant au sein de la Gauche. » Confirmant le caractère prioritaire des désistements à gauche, elle a indiqué que pour assurer la défaite des candidats gaullistes, lorsque aucun can-

didat de gauche ne sera en mesure de l'emporter, il était nécessaire de ne pas exclure le désistement en faveur d'un Républicain résolument hostile au pouvoir personnel.

Les deux Délégations sont convenues que sur ces points les organisations qu'elles représentent conserveraient leur liberté d'appréciation et d'action.

Elles ont ensuite examiné la possibilité de conclure des ententes électorales dès le premier tour afin d'assurer la mobilisation des forces de gauche et de faciliter le regroupement des électeurs susceptibles d'être gagnés aux idées de la démocratie socialiste. Les deux Délégations ont décidé d'un commun accord le retrait d'un certain nombre de candidatures déjà annoncées ou sur le point de l'être.

Au second tour, dans toutes les circonscriptions où la Gauche est en mesure de l'emporter, les deux formations appelleront les électeurs à assurer le succès du candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel. Elles examineront ensemble au lendemain du premier tour la situation des circonscriptions dans lesquelles un de leurs candidats se trouvera concerné par cette décision.

L'élimination totale du gaullisme, régime incompatible avec la démocratie et constituant aujourd'hui l'obstacle majeur à l'épanouissement des libertés, au progrès économique et social et à une politique cohérente

de paix et de désarmement, implique la volonté d'un dialogue permanent permettant la définition d'une politique commune à toute la gauche. Les deux Délégations souhaitent que l'effort fait dans ce sens s'oriente en particulier :

— vers la recherche d'une plus grande cohésion entre les objectifs sociaux poursuivis et les moyens économiques utilisés ;

— vers la mise au point des dispositifs capables d'enrayer d'éventuelles tentatives de sabotage financier ou monétaire ;

— vers l'extension du champ d'action démocratique dans les domaines de la planification, de la participation à la gestion économique et de l'organisation régionale.

— vers la définition du contenu et des formes qui doivent être données à la réforme démocratique et laïque de l'enseignement ;

— vers la synthèse entre les impératifs de l'indispensable construction européenne, la nécessité d'une indépendance réelle de notre continent et l'instauration d'un système international de sécurité collective.

Les deux Délégations tiennent à souligner que la poursuite de ces objectifs n'a de sens que dans la mesure où elle est liée à un combat quotidien contre le régime. Mené en commun, ce combat aboutira à la défaite définitive du gaullisme et au succès de la démocratie. □

Grève nationale

Le 1^{er} février de l'unité

Maurice Combes

La journée nationale d'action organisée le 1^{er} février par les Confédérations C.G.T. et CFDT est la quatrième depuis l'accord intervenu entre les deux centrales le 10 janvier 1966. La journée du 17 mai dernier, comportant des grèves de la S.N.C.F. et de l'E.D.F., des débrayages dans le secteur privé, des manifestations de rue (en particulier un défilé à Paris) avait connu un succès incontestable. Les journées des 14 juin et du 20 novembre furent de moindre ampleur. Qu'en sera-t-il du 1^{er} février dont la C.G.T. et la C.F.D.T. veulent faire une démonstration de force en appelant à la grève interprofessionnelle ? Avant de s'interroger sur les chances de succès, il n'est pas inutile de revenir sur le bilan de l'accord CGT-CFDT qui marquera sans doute une étape dans l'histoire du syndicalisme français.

Une plus grande cohésion des forces syndicales

Ce qu'il faut souligner tout d'abord, c'est que l'accord n'a été rendu possible que par la déconfessionnalisation de l'ancienne C.F.T.C. et sa transformation en C.F.D.T. Sans doute, l'ancienne C.F.T.C. ne condamnait pas comme F.O. le principe de l'unité d'action avec la C.G.T., mais elle ne l'avait jamais pratiquée au plan confédéral, malgré tous les appels de la C.G.T. en ce sens. La scission de la droite C.F.T.C., qui devait fonder la « C.F.T.C. maintenue », ne pouvait que faciliter un rapprochement entre les deux centrales. Pourtant, ce rapprochement ne fut pas immédiat.

À la suite du congrès extraordinaire de novembre 64, la C.F.D.T. apparaissait au contraire assez isolée. Attaquée par les anticommunistes de F.O. qui, méconnaissant l'importance de l'événement, reprochaient à la C.F.D.T. son « progressisme » et souhaitaient ouvertement les progrès de la C.F.T.C.-Sauty, en proie à la méfiance de la F.E.N. et singulièrement du S.N.I., la centrale du square Montholon n'était pas non plus, avec son sigle repeint à neuf, en odeur de sainteté auprès des dirigeants de la C.G.T. qui voyaient en elle un concurrent dangereux et continuaient à regarder vers Force Ouvrière tout en déplorant sa faiblesse.

À cela s'ajoutaient des divergences tactiques. L'année 1965 fut marquée par des polémiques : la C.F.D.T. reprochait à la C.G.T. d'éparpiller l'action et de se refuser à des mouvements d'ensemble, tandis que la C.G.T. accusait la C.F.D.T. de vouloir faire de la surenchère. Cependant, un événement se produisit au

premier congrès ordinaire de la C.F.D.T. en novembre 65 : après avoir repris les critiques traditionnelles contre la C.G.T., Eugène Descamps soulignait la nécessité d'un accord entre les deux centrales pour faire reculer le gouvernement et le patronat. C'était répondre de façon positive aux invites de la rue La Fayette.

Conclu rapidement au début de 1966, l'accord portait sur l'essentiel des problèmes syndicaux. Il n'est pas inutile de rappeler les objectifs de la plate-forme revendicative commune qui demeure valable aujourd'hui :

— Négociation des salaires réels et des conditions de travail dans les secteurs public, nationalisé, privé ;

— Suppression des abattements de zones et action contre les disparités régionales de salaire ;

— Amélioration du pouvoir d'achat des catégories défavorisées : travailleurs au S.M.I.G., familles, personnes âgées, invalides, etc. (A la Commission supérieure des conventions collectives, les syndicats devaient réclamer un S.M.I.G. égal à 600 F) ;

— Défense et extension des droits syndicaux dans les entreprises ;

— Défense et amélioration de la Sécurité sociale et des régimes de retraites complémentaires ;

— Indemnisation contractuelle du chômage partiel ;

— Réduction des dépenses improductives en vue de l'accroissement des investissements publics répondant aux besoins de logements, d'éducation et de santé de la Nation ;

— Garantie du droit à l'emploi par l'implantation d'industries nouvelles avec financement et responsabilité publics ;

— Refonte de la fiscalité devant se traduire notamment par l'allègement de la charge fiscale pesant sur les bas revenus.

Sans doute l'accord ne signifiait pas que toutes les divergences étaient surmontées entre la C.G.T. et la C.F.D.T., en particulier la planification et la politique des revenus, mais il définissait une plate-forme d'action réaliste.

Force est de constater malgré tout qu'il n'a pas réussi à ébranler le mur de la résistance patronale et gouvernementale. Dans le secteur public et nationalisé, l'État-patron a continué à octroyer ce qui lui plaisait. Dans le secteur privé, le patronat, profitant d'une situation de l'emploi moins favorable aux salariés, a continué à refuser les discussions sur les salaires réels (tout en faisant certaines concessions ici et là). D'autre part, invoquant les dangers de la concurrence internationale, gouver-



Collombert

Un échec aurait des conséquences graves

nement et patronat ont refusé une réduction substantielle de la durée du travail (qui pourtant s'accompagne toujours de progrès de la productivité).

Les discussions avec le C.N.P.F. n'ont pas apporté grand chose, sauf peut-être pour les cadres. La C.F.D.T. a bien imposé la participation de la C.G.T. à ces négociations mais de nouvelles difficultés ont surgi lorsque la « C.F.T.C. maintenue » a été invitée.

Il n'en demeure pas moins que l'accord a été positif. De même que les récents accords entre les partis de gauche, pour imparfaits qu'ils soient, donnent une plus grande impulsion à la lutte contre le gaullisme sur le plan politique, de même le pacte C.G.T.-C.F.D.T. a donné une plus grande impulsion à la lutte syndicale et se traduit malgré tous les obstacles, par une plus grande cohésion des forces syndicales. En ce sens c'est un événement dont on ne peut encore mesurer toute la portée.

Le 1^{er} février : atouts et difficultés

Le 1^{er} février, les conditions seront-elles plus favorables qu'elles ne l'étaient à la fin de l'année dernière à la réussite d'un mouvement d'ensemble ? Ce qu'on peut affirmer, c'est que les inquiétudes des salariés ne se sont pas atténuées, notamment en ce qui concerne le problème de l'emploi. La C.G.T. et la C.F.D.T. peuvent aussi compter sur la discipline de leurs fédérations des cheminots et de l'E.G.F. qui constituent le fer de lance de l'action dans le secteur nationalisé (et cela malgré les divergences sur la question de la hiérarchie des salaires sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir). La discipline se manifesterait également dans le secteur privé : c'est ainsi que la fédération C.F.D.T. des Industries chimiques, qui a souvent exprimé des réserves sur le contenu de l'accord interconfédéral, appelle à des débrayages pouvant aller jusqu'à 24 heures. Les coupures de courant de-

vraient également faciliter la participation des travailleurs du secteur privé aux manifestations prévues pour le 1^{er} février. Il est vrai que pour ne pas heurter l'opinion publique les électriciens C.G.T. et plus encore C.F.D.T. entendent limiter ces coupures au maximum.

Autre fait positif : la participation au mouvement de la F.E.N. dont l'ostracisme à l'égard de la C.F.D.T. s'atténue.

Par contre, l'abstention de F.O. pèsera surtout chez les fonctionnaires. Seule la Fédération Force Ouvrière des Industries chimiques a donné des consignes d'action. Quant aux cheminots F.O., ils préconisent une grève étalée sur trois jours.

Tout en parlant de la nécessité d'une pression syndicale et d'une réforme des procédures Grégoire-Toutée — comme les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. — les organisations F.O. des Houillères, de l'E.G.F., de la R.A.T.P., refusent de participer à la journée du 1^{er} février. Force Ouvrière demeure donc isolée avec la « C.F.T.C. maintenue » et la C.G.C.

Elle peut invoquer, il est vrai, le scepticisme grandissant de la base à l'égard des grèves de 24 heures qui ressemblent, comme on l'a écrit, à « une messe de la liturgie ouvrière ». Cependant, à la veille de l'ouverture de la campagne pour les élections législatives, un échec du mouvement aurait des conséquences graves pour le syndicalisme et pour les forces d'opposition. Les gaullistes ne manqueraient pas alors de répéter que tout ne va pas mal sur le plan social. □

ERRATUM

Une malencontreuse « coquille » nous a fait imprimer un chiffre faux dans la partie économique du programme que nous avons publié la semaine dernière. C'est « 550.000 logements par an, dont 300.000 HLM locatives et 100.000 logements sociaux aux loyers un peu plus chers » qu'il fallait lire page 10 (3^e colonne) et page 11 (1^{re} colonne). Ces logements sociaux un peu plus chers sont analogues aux appartements construits par la S.C.I.C. ou aux I.L.N.

Loisirs

Les spoliés de la neige

Alain Bourquais

Il y a quelques années, l'un des dirigeants de la banque Rothschild, le fondé de pouvoir Georges Pompidou avait une idée : il est un domaine où la haute finance n'a jamais placé de capitaux, et où pourtant la rentabilité des investissements paraît assurée, celui des sports d'hiver.

De cette idée est née la « Société Financière pour l'Industrie du Tourisme ». Sa première grande opération, lancée dès 1962, la Roche Bé-ranger, une nouvelle station qui comportera 5.000 lits, se trouve sur les pentes de Chamrousse où vont se dérouler les principales épreuves des jeux olympiques d'hiver.

Les faits ont donné raison à M. Pompidou : aujourd'hui on « fabrique » chaque année de nouvelles stations, et au moment où la Bourse décourage ceux qui ont de l'argent à placer, où l'immobilier connaît un marasme certain, dans le domaine de la construction, chère tout au moins, l'expression « or blanc » ne s'emploie plus à propos des chutes d'eau, mais de la neige.

Les grands bénéficiaires du développement des sports d'hiver — près de 10 % de séjours de plus chaque année — semblent donc devoir être les financiers. Cela montre bien la politique qui a été suivie ces dernières années en matière d'aménagement de nos montagnes : l'initiative a été laissée à ceux dont le métier consiste à faire des profits, sans considération des intérêts du plus grand nombre.

Un triple objectif

Voyons un peu les éléments de cette politique : le but de ceux qui décident d'équiper nos montagnes pour le ski peut être triple :

D'abord en bonne logique, il peut s'agir de démocratiser la pratique du ski et de permettre aux français de partir en vacances de neige. Ne dit-on pas que pour se « refaire une santé » une semaine en montagne l'hiver en vaut deux à la mer l'été !

Il y a ensuite le sort des habitants de nos montagnes qui est en jeu. Stopper l'exode de ceux qui vivaient — mal — d'une agriculture peu rentable, provoquer le retour d'un certain nombre. C'est là pour employer un terme à la mode, une exigence de l'Aménagement du territoire.

Enfin, il y a l'aspect concurrence internationale. Nos stations doivent pouvoir rivaliser avec celles des autres pays, attirer davantage de touristes étrangers et contribuer ainsi au redressement du poste « tourisme » de notre balance des paiements.

Malheureusement, les moyens à employer suivant que l'on désire mettre en avant tel ou tel de ces objectifs ne sont pas les mêmes. Les pouvoirs publics ne se sont guère préoccupés de développer les sports d'hiver pour tous — il est vrai qu'il lui faudrait d'abord trouver le moyen de faire partir tout le monde l'été, ce qui n'est le cas que pour moins d'un français sur deux — donnant au contraire la priorité à la création de stations destinées à la clientèle internationale.

Transportons-nous à la montagne, sur le terrain : si l'on additionne les lits des hôtels et des chalets de toutes les stations sur tous nos massifs, on parvient à une capacité d'hébergement de 160.000 personnes.

Tout le monde ne sera pas au pied des pistes : à certains il faudra parfois faire deux ou trois kilomètres pour joindre une remontée mécanique, et parfois ils n'auront qu'une petite piste à leur disposition. D'autres figureront parmi les privilégiés des stations ultra-modernes où l'on chausse ses skis à sa porte, où on a le choix entre une multitude de remonte-pente et de pistes.

Si l'on veut ne tenir compte que des grandes stations de classe internationale, parfaitement équipées — anciennes comme Megève, Val d'Isère et Chamonix, modernes comme Courchevel, La Plagne ou bientôt Avoriaz — nos massifs peuvent héberger actuellement 25.000 personnes à la fois, et la commission interministérielle pour l'aménagement de la montagne, créée pendant la législature qui s'achève, a déterminé, après avoir prospecté tous les sites

skiables susceptibles d'être équipés, que le chiffre pourrait être porté à 140.000.

Ce sont ces 25.000 lits des stations de luxe et ces 140.000 possibles qui mobilisent l'intérêt des pouvoirs publics. Des efforts considérables sont déployés pour construire des cités qui seront interdites au plus grand nombre parce que leurs revenus sont insuffisants.

Les chiffres parlent : les hébergements et les installations d'une station fabriquée de toutes pièces représentent un investissement de 23.000 francs par lit.

Il suffit de faire le calcul : se souvenir qu'une station reste ouverte du 15 décembre au 15 avril soit pendant 4 mois par an et imaginez que ceux qui ont fourni l'argent nécessaire à sa réalisation ne sont pas des mécènes et exigent un intérêt mettons de 5 % ; la contribution annuelle de chaque lit devra donc être de 1.150 francs, et comme il ne servira que 120 jours, cela signifie que les occupants devront verser 96 francs par jour, sans compter la nourriture, les salaires de ceux qui travaillent dans la station, l'électricité, etc. Ajoutons que dans cet exemple, nous avons fait comme si les stations étaient bondées du premier au dernier jour, ce qui est loin d'être le cas.

A titre de comparaison, dans une station d'été au bord de la mer un lit coûte moins de la moitié.

Alors ?

Qui doit payer ?

Il en va dans le domaine des sports d'hiver comme dans celui du logement non aidé, les Courchevel ne peuvent pas être des stations pour tous. Les pouvoirs publics avancent une excuse : « il faut que quelqu'un paie. Si ce ne sont pas les skieurs, ce devra être le contribuable. » Ce raisonnement en fait, ne tient pas.

1 - Il serait possible de construire des stations moins luxueuses, dont les prix pourraient être par conséquent plus bas. Il en existe quelques-unes : c'est la vocation de St-Martin-de-Belleville, cette nouvelle station qui fait partie du complexe des Trois Vallées, avec Courchevel et Méribel, et la Caisse des Dépôts fi-

nance des « V.V.F. » (Villages-Vacances-Familles) qui pratiquent des prix très abordables.

Mais ce qui est fait l'est à si petite échelle que mieux vaudrait ne pas en parler.

2 - En fait, le contribuable paie pour les stations de luxe : c'est l'État ou le département qui finance la route d'accès, toujours très onéreuse. Il reste aux financiers à faire une opération fructueuse. Dès le lancement d'une station, les ventes d'appartements s'avèrent très rentables, et si les remontées mécaniques sont déficitaires pendant quelques années, elles constituent une excellente publicité pour l'opération immobilière. Le deuxième groupe financier belge, *Cofinindus*, a fourni les capitaux nécessaires à Avoriaz. Ce n'est pas un mecène.

Si la conception que l'on a aujourd'hui des stations de sports d'hiver risque peu de profiter à la majorité des Français, elle est également loin de satisfaire aux besoins des régions. La population de Megève avait de quoi se féliciter de la vogue du ski. Aujourd'hui que les stations sont construites en des endroits où toute vie était absente l'hiver, le nombre des bénéficiaires du cru ne peut être que moins important. A Avoriaz, le personnel est en grande partie originaire de la Côte d'Azur.

Quant à imaginer une commune qui voudrait s'équiper par elle-même grâce à un prêt public, cela pouvait encore se concevoir il y a quelques années ; cela ne sera plus possible à l'avenir à cause de la réforme des finances locales. En effet, une commune peu riche pouvait jusqu'à présent contracter un emprunt en spéculant sur le produit grandissant de la taxe locale par une part de l'impôt sur les salaires, cela ne sera plus possible.

Beaucoup de temps a passé depuis que sous le Front Populaire la France découvrait, en même temps que les congés payés, le ski : c'est en 1936 en effet, qu'Émile Allais gagnait le championnat du monde, au moment même où Léo Lagrange menait une politique de sports et de loisirs pour tous. □



A.F.P.

□ Brive

Des solutions à l'asphyxie

Dominique Yvoire

Dans le numéro 306 de T.S. notre camarade G. Denecker, à l'occasion d'un article intitulé « La lanterne rouge », exposait les grandes lignes du déclin économique du Limousin. Des chiffres précis en démontraient la régression démographique et le recul économique qualifié « d'appauvrissement cumulatif ». Au terme de son analyse, G. Denecker indiquait qu'à l'occasion du Colloque de Brive, T.S. publierait une « synthèse des propositions de sauvetage de la région ».

Effectivement, samedi et dimanche derniers, de nombreux militants et observateurs ont assisté à la rencontre socialiste consacrée à la région Centre-Ouest. Quatre rapports ont ouvert la discussion, après la lecture d'un message de Mendès France. En premier, le plus long et le plus détaillé, celui de G. Denecker. A la description du « sous-développement » dont nous avons publié les principaux extraits dans l'article rappelé le rapporteur a opposé une série de solutions qui seraient de nature à endiguer le déclin régional. Trois autres rapports abordaient, l'un l'agriculture, l'autre « l'équipement social et sanitaire de Limoges », le dernier enfin « le tourisme et les loisirs ».

En précisant que le Colloque regroupait des représentants non pas seulement du Limousin, mais des départements limitrophes de la Dordogne, du Cantal, du Lot, du nord Aveyron ; il nous a paru intéressant de résumer succinctement les trois rapports qui ont suivi celui de Denecker et de nous arrêter plus longuement aux solutions constructives avancées par ce dernier au nom du comité d'initiative de la rencontre de Brive.

Description 67 du Centre-Ouest

C'est Vincent Gaumer qui aborde les problèmes agricoles. Plus que tout autre le secteur agricole est marqué par l'émigration. Entre les deux derniers recensements de 1954 et 1962 la population agricole active a diminué de 50.989 personnes soit de 27 %. Ce sont surtout les jeunes qui quittent la terre : la moyenne nationale pour les agriculteurs de 0 à 19 ans est de 31,78 % mais de 29,34 % pour le Limousin ; par contre, pour ceux qui dépassent 50 ans, elle est de 34,68 % et de 42,21 % pour la région. En outre, l'exode est surtout féminin, d'où un célibat en augmentation dont les conséquences sont multiples.

Bref, en raison de ce vieillissement continu, il se produit une disproportion croissante entre les actifs et les terres disponibles. A cela, il n'y a guère que deux solutions possibles : la création de grands ranchs ou l'apport de bras « extérieurs ».

Plus profondément pourtant ce

sont des réformes de structure qui doivent être apportées pour enrayer le recul de l'agriculture. Une sérieuse politique de remembrement incluant la mise en valeur des « communaux » et des « friches » peut fournir des solutions à une région caractérisée par de petites structures d'exploitation.

Une intégration dans le processus de commercialisation est également indispensable. Elle passe par le développement de la coopération et l'auteur note : « Les grandes structures coopératives françaises ont un rôle de solidarité très important à jouer en faveur des régions en retard ».

D'une manière générale enfin, il faut améliorer les modes de vie de la paysannerie : extension de l'enseignement (au-dessus de 35 ans la grande majorité des paysans n'a pas reçu de formation), équipement social, animation des loisirs.

Pour suppléer à l'absence de rapport régional sur l'équipement sanitaire et social, Michel Lardy a décrit avec précision la situation de Limoges sur ce point. Ce qui est révélateur puisque Limoges est la capitale de la région. On retiendra de son exposé que là où il y a sous-développement économique, il y a phénomène identique en matière de santé et que, réciproquement, on observe une interdépendance prioritaire entre l'expansion économique et l'équipement social et sanitaire. Ce qui est loin d'être un truisme, puisque l'on sait fort bien que les investissements sociaux sont trop souvent considérés comme improductifs.

Remarque analogue pour ce qui concerne le problème des loisirs. Une région où l'habitat est dispersé (conséquence du dépeuplement) et où les conditions de vie sont particulièrement âpres, n'est pas favorisée pour les loisirs. L'angoisse du lendemain suscite un climat conservateur contraire à l'épanouissement social.

Du tourisme, René Petit propose deux acceptions : l'une qui dessine un tourisme lucratif en accord avec les potentialités géographiques de la région, mais ne provoquant guère de flux économique au niveau de la communauté (cela avait déjà été démontré au Colloque de Lyon), l'autre interprétation qui vise un tourisme de jeunes et un tourisme familial. En fait, il s'agit là d'une véritable animation sociale qui combatte la dépersonnalisation, caractéristique à la fois du déclin et des intrusions de la société de consommation de masse. Ce qui pose le problème crucial des animateurs.

Si l'on regarde d'un peu près les dispositions du V^e Plan concernant le Limousin, on remarque que les prévisions ne font qu'emboîter le pas

aux tendances précisément caractéristiques du déclin régional : poursuite de l'exode rural, faiblesse de l'extension du tertiaire, développement limité de l'industrie, etc. Bref, au lieu de s'attacher à « renverser la vapeur », ou du moins d'y tendre, le V^e Plan semble considérer le recul du Limousin comme inéluctable.

Où peut mener un tel fatalisme, curieux lorsqu'il émane d'une approche dont le volontarisme devrait être la qualité première ? Tout simplement à une situation dramatique, ce qui fait dire à G. Denecker : « il faut se refuser à l'inéluctabilité du dépérissement de cette région ».

Une proposition de réforme de structure : la CRIPE

Comment ?

En partant de l'évolution démographique, on considère que l'objectif prioritaire consiste à freiner l'érosion démographique, à stopper l'émigration. Pour cela, il faut développer considérablement le secteur secondaire très insuffisant, d'où la création d'industries mécaniques, électriques, électroniques, de transformation de la production agricole, etc. Possibilité à condition cependant que soient améliorées les communications, que soit favorisée la formation professionnelle (puisque la main-d'œuvre techniquement apte émigre) ; à condition que soient augmentés les salaires et transformées les conditions de vie (on ne manquera pas de souligner que le Centre-Ouest dispose d'un atout non négligeable dans les réserves d'hydroélectricité de la Corrèze et du Cantal).

De telles propositions doivent-elles être prises pour utopiques ? Oui, dès lors que l'on n'admet pas la nécessité et la possibilité de « réformes de structure ». C'est tout le mérite de la réflexion lancée par le Colloque de Grenoble que de faire évoluer une analyse d'abord abstraite vers des solutions qui sont rien moins qu'abstraites.

Solutions qui mettent en cause l'excessive et symptomatique centralisation des décisions économiques et sociales du pays.

Ainsi, les remèdes proposés par le Colloque de Brive supposent une autonomie et une cohérence des mesures de développement régional. Ces deux conditions, qui ne sont pas remplies actuellement, conduisent à envisager la création d'un « organisme chargé d'orienter le volume et la distribution des investissements industriels ». Une telle « Caisse Régionale pour l'Investissement et le Plein Emploi » (CRIPE), se distingue de structures du genre CODER qui n'ont pas de possibilités réelles d'intervention. La CRIPE « assumerait les fonctions d'une grande banque d'affaires régionale doublée d'un bureau de développement industriel, appliquant une politique régionale interventionniste, dans le cadre du Plan, et fondée sur des subventions budgétaires sélectives ». Il reste que la CRIPE dépasserait le cadre des communes et des départe-

ments et qu'elle se place d'emblée au niveau de la dimension régionale, à condition qu'ici la notion de région soit réenvisagée et permette d'englober les départements présents à Brive et dont les problèmes sont identiques à ceux du Limousin.

Les interventions de la CRIPE se produiraient aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, sous réserve dans ce dernier cas de garanties appropriées. On pourrait proposer à l'organisme des implantations d'entreprises d'une certaine importance dans les zones urbaines, ce qui constituerait des pôles de fixation ; en même temps que des actions de modernisation et de consolidation d'unités existantes. Les ressources de la CRIPE résulteraient de l'aide de l'Etat, des collectivités locales (en évitant toute surcharge financière à ces dernières) ; « l'épargne privée qui n'est pas contradictoire avec des objectifs socialistes » serait également invitée à s'investir dans la CRIPE contre l'émission d'obligations garanties par l'Etat. Le Colloque de Brive estime que sur 3.000 emplois industriels qu'il faudrait créer chaque année d'ici à 1970, la CRIPE pourrait intervenir pour 2.000 d'entre eux, ce qui entraînerait une dépense annuelle de 100 millions de francs.

Enfin, il demeure à l'évidence que la gestion de la CRIPE suppose des réformes de structure importantes. En particulier, il serait nécessaire qu'une Caisse de ce type soit sous le contrôle d'une Assemblée Régionale effectivement représentative des diverses catégories socio-professionnelles et des collectivités locales ; provisoirement des représentants des uns et des autres pourraient exercer le contrôle. Cela implique également l'existence d'un budget autonome de la région, la rationalisation et la simplification des circuits financiers, la coordination des opérations de crédits, une modification de la fiscalité à l'échelle nationale qui soit en accord avec l'augmentation des responsabilités des collectivités locales, etc.

En un mot, la mise sur pied d'un organisme comme la CRIPE remet en cause les structures centralisantes et finalement inefficaces auxquelles s'attaquait le rapport de M. Rocard, connu sous le nom de « Décolonisation de la Province ». On pourrait ici parler d'une liaison étroite entre la théorie et la pratique, au niveau d'un socialisme moderne. Certes, pour les uns, une telle suggestion fera figure de « réformisme outrancier » qui supposerait un changement préalable de système ; pour les autres, elle appartiendra au « socialisme utopique ». Pour notre part, nous inclinons à estimer que la conjonction de ces deux types de critiques extrêmes et contradictoires témoigne avec éloquence que nous sommes dans la bonne voie des propositions concrètes, ouvrant sur des phénomènes de socialisation. La « revitalisation » de régions en déclin, comme le Centre-Ouest, ne se fera qu'à ce prix ! □

Mourenx

Une nouvelle solidarité

C'est samedi 21 et dimanche 22 janvier qu'a eu lieu à la Maison des Jeunes de Mourenx (Basses-Pyrénées) les colloques socialistes du Sud-Ouest concernant les régions Aquitaine et Midi Pyrénées. Plus de deux cents participants membres de la Gauche Nouvelle, syndicalistes, adhérents des clubs, élus et divers responsables d'organismes économiques, ont pris part aux travaux du colloque.

Le rapport national sur la vie régionale en France a été présenté par Robert Fossaert, du Comité national du colloque de Grenoble. Deux rapports avaient été préparés au niveau régional : le premier sur le développement économique du Sud-Ouest par Nicolas Inchauspe (Arthez-de-Béarn). Le second : rapport politique sur la démocratie régionale dans le Sud-Ouest par André Croste (Castres).

Ce colloque très sérieux a été l'affirmation d'une volonté politique nouvelle, le rassemblement d'énergies dispersées qui découvrent leur solidarité face aux anciens et aux nouveaux notables, face à l'autoritarisme technocratique envahissant de ce régime. Les travaux du colloque ont permis de mieux cerner les possibilités de développement du Sud-Ouest, les conditions économiques et politiques nécessaires à ce développement. Ce colloque n'est pas une fin. A Mourenx on a commencé à travailler sérieusement, l'essentiel reste à faire.

Voici le texte de la résolution qui a été adoptée :

Le Colloque socialiste du Sud-Ouest s'est tenu à Mourenx les 21 et 22 janvier 1967.

Il a été l'affirmation d'une volonté politique nouvelle, le rassemblement d'énergies dispersées qui découvrent leur solidarité face à l'autoritarisme technocratique envahissant de ce régime.

Les travaux du Colloque ont permis de mieux cerner les possibilités de développement du Sud-Ouest, et les conditions nécessaires à ce développement.

Le poids des investissements indispensables à la modernisation agricole crée avec une usure persistante et clandestine une charge écrasante pour une population sous-développée.

Le Colloque a opposé la réalité : sous-développement du Sud-Ouest, aux possibilités.

La réalité se caractérise par la prédominance du secteur agricole, le poids relatif important des industries traditionnelles, et la faiblesse de l'implantation industrielle, insuffisante pour fixer un exode agricole important rendu inéluctable par le progrès.

Les possibilités ont été cernées par les travaux du Colloque, notamment dans le secteur de la chimie, des industries de transformation, et des industries dérivées de l'agriculture.

Le Colloque a ensuite étudié les conditions nécessaires au développement de la Région :

— Sur le plan économique,

Planification des crédits d'investissement industriel, pour donner au Plan un caractère efficace ;

Développement, dans la Région, du secteur industriel actuellement menacé.

— Sur le plan politique,

La grande région est apparue comme le meilleur cadre pour un développement régional moderne. Il est souhaitable qu'elle tienne compte aussi des réalités ethniques là où elles existent et prévoit une ouverture européenne.

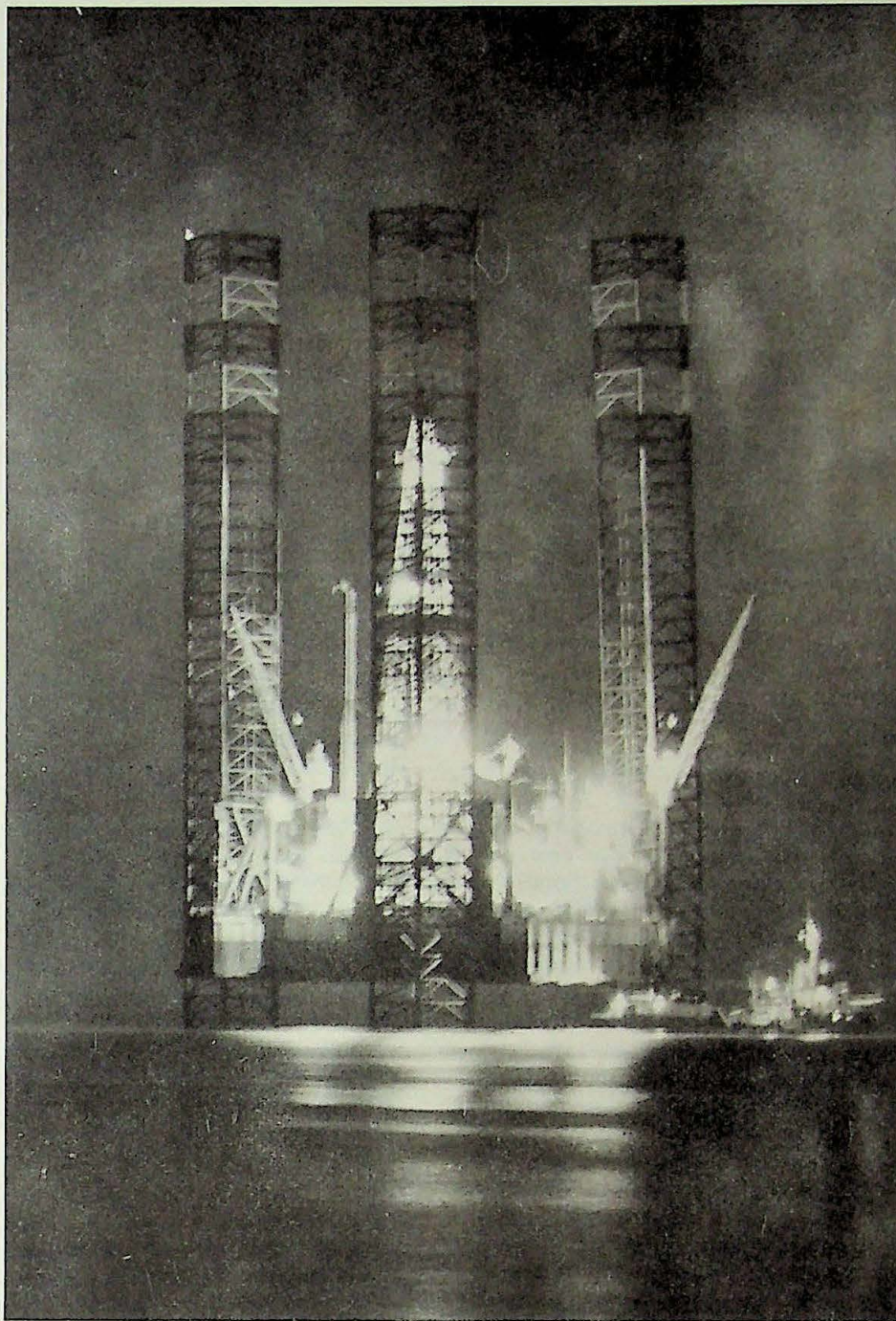
De véritables institutions régionales démocratiques ont enfin été retenues par le Colloque :

D'une part, une Assemblée politique régionale, élue au suffrage universel, et dont les compétences seront celles que l'Etat central ne doit plus assumer. Cette Assemblée désignera un exécutif, ce qui suppose la suppression du Préfet de Région.

D'autre part, un Conseil Economique et Social régional consultatif, formé de représentants des catégories socio-professionnelles proportionnellement à leur importance, de délégués de Conseils généraux, et de représentants d'institutions importantes. Ce qui suppose la suppression des C.O.D.E.R.

Ce Conseil aura l'initiative des projets économiques et sociaux à voter par l'Assemblée régionale.

Il est apparu, en outre, au Colloque, que la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, entre autres, est une des conditions les plus immédiatement indispensables pour établir une démocratie socialiste ; c'est aussi une des conditions pour le fonctionnement démocratique des institutions régionales à créer.



AGIP

Le Comité d'initiative du Colloque décide de rester constitué et de se compléter dans le même esprit.

Il décide de diffuser le compte rendu des travaux à tous les inscrits et de le porter à la connaissance publique.

Il décide d'approfondir sa recherche par de nouveaux travaux sur les problèmes économiques, politiques et culturels de la Région.

En particulier, il fixe le principe d'un autre Colloque sur un thème qui sera choisi ultérieurement et précisé suffisamment à l'avance.

Enfin, le Colloque socialiste du Sud-Ouest, devant la gravité croissante des problèmes de déséquilibre régionaux, ne sépare pas les réformes d'envergure qu'il propose, et l'appui profond de l'opinion publique. C'est dans cette prise de conscience qu'il place ses espoirs vers une démocratie régionale dans l'esprit du socialisme moderne. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Prochainement :

OU VA LA CHINE ?

□ Souscription Nationale

Jean Arthuys

Cher ami,

Que vous soyez adhérent, sympathisant ou simplement curieux, vous allez participer pendant six semaines, à nos côtés, à la bataille des élections dont l'importance ne vous échappe pas. Il se développe lentement dans le pays une espèce de réseau de plus en plus étroit qui vise à placer l'électeur français moyen devant ce choix simpliste : ou le gaullisme ou le chaos.

Ce réseau s'établit à partir des candidats de la V^e République ; chacun d'eux dispose de l'appui inconditionnel d'une armada de techniciens détachés pour l'occasion du service de l'État. Une société de propagande qui a puisé ses « idées » aux États-Unis : « Services et méthodes » propose une étonnante panoplie de « moyens de séduction » (gadgets — petites choses que l'on achète quand on a déjà l'essentiel chez soi — foulards de soie — timbres à effigie du candidat, disques souples, film en noir ou en couleur...) qui ne sont que preuve du mépris dans lequel le candidat député tient son électeur.

Les antennes de l'O.R.T.F. sont au service du pouvoir et à chaque émission régionale, ne soyez pas choqué si vous ne voyez que les candidats V^e République, les autres n'existent pas pour ce régime qui prétend à la démocratie. Enfin vous allez voir sur les murs foisonner les affiches, dans les boîtes aux lettres tomber les journaux et profusion de lois qui expliqueront que tout est mieux dans ce monde gaulliste.

Eh bien, il va se trouver partout des hommes et des femmes pour penser que décidément le choix n'est pas entre le gaullisme et le chaos. Uni dans une perspective de gouvernement avec le P.C. et la F.G.D.S., notre parti fait campagne pour le démontrer mais avec d'autres méthodes que celles de ces marchands de sécurité et de confort. Le socialisme ne se vend pas il s'explique ; les candidats P.S.U. cherchent à convaincre, nos objectifs dans cette bataille sont de porter le plus de coups possibles à nos adversaires, de renforcer le camp de la gauche, de développer notre influence, d'accroître le nombre de nos adhérents. Chaque semaine, « T.S. » sera votre outil. Des centaines de réunions seront tenues par nos candidats. Les militants du P.S.U. vont sillonner les routes et parcourir pour vous voir des milliers de kilomètres. Des tracts, lettres, affichettes populariseront nos thèmes. Des éditions spéciales de « T.S. » seront largement distribuées.

Et ceci grâce à vous — Oui, grâce à votre foi dans le combat que nous menons, chacun à notre place, à notre poste.

Des carnets de bons de souscription ont été édités nationalement. VOUS EN AVEZ REÇU UN si vous êtes adhérent du P.S.U. VOUS EN DEMANDEREZ à l'administration de « T.S. » si vous êtes abonnés.

De l'effort de chacun va dépendre l'avenir de notre parti. C'est le succès du socialisme, de la gauche nouvelle SI VOUS LE DESIREZ.

□ Réunions

La Fédération de la Loire du P.S.U. organise une conférence publique pour présenter le programme santé du parti. Mercredi 1^{er} février à 18 h 30 à la Bourse du Travail de Saint-Etienne, salle 66.

Cette réunion sera animée par notre camarade le Dr Guy Payre et présidée par Marcel Pierre, secrétaire fédéral assisté de Félix Franc, Paul Médard et Claudius Ravachol.

□ Nécrologie

Mela Craipeau n'est plus

Depuis des mois nous la savions gravement malade. Nous espérons quand même. Nous voulions croire à l'impossible. Très fort.

La nouvelle de sa mort nous a tous saisis. Que notre camarade Yvon Craipeau et ses enfants soient assurés de l'affection de tout le Parti.

□ Spécial programme

Le n° du 19 janvier bien que son tirage ait été doublé, est déjà épuisé. Un nouveau tirage est prévu. Commandes spéciales : pour 100 exemplaires 0,55 l'unité ; au-dessus de 100 exemplaires 0,45 l'unité.

□ Matériel disponible

- BROCHURES
- FGDS
- Santé
- Propagande
- DISQUES
- Chants de lutte
- L'Internationale
- L'exemplaire : 10 F.

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :
l'exemplaire 1 F.

- C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois
- Portugal résiste cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

— CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Témoignage de l'Office social et culturel de Rennes. N° spécial : 5 F l'exemplaire.

Paiement à la commande.
Tribune Socialiste
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

CELA EST POSSIBLE

La Fédération du Jura prouve que cela est possible en marchant. Depuis le début de la campagne de diffusion le nombre d'abonnés non membres du P.S.U. a quintuplé.

Campagne de diffusion de TS

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).

A la disposition des fédérations

Deux Affiches :

- le PSU, parti de votre avenir
- Solidarité avec le peuple Vietnamien

Prix : 0,20 F l'unité. Paiement à la commande.

Coups d'état

Les zigzags du Togo

M. A. Guillaueuf

Dans notre numéro 304 du 3 décembre 1966, nous rendions compte des événements de Lomé du 21 novembre et nous terminions par : « le Togo risque d'être, dans les prochains mois, en première page de l'actualité africaine ». Moins de deux mois après et quatre ans jour pour jour après la chute et l'assassinat de Olympio, le Togo a connu lui aussi son putsch militaire (le onzième en Afrique depuis 1963). Juste équilibre des choses, tous ses voisins ghanéens, dahoméens, voltaïques, connaissent actuellement eux aussi un régime militaire.

Petit pays, longue histoire

Ce petit pays a connu une histoire délirante et la politique togolaise ne manque pas d'intéresser tous ceux qui suivent la politique africaine. Le Togo, ancienne colonie allemande, est revenu à la France après la première guerre. Avant la seconde guerre mondiale, un parti politique dominait : le CUT (Comité de l'Unité Togolaise) et il était pro-français. Pendant la guerre, avec le mécontentement soulevé par les « efforts de guerre » le CUT devient nationaliste et réclame l'autonomie avec réunification des deux « Togo ». Les Français suscitent alors un parti qui leur serait favorable : le parti du progrès dont le leader sera plus tard Grunitzky, ingénieur des Travaux Publics et métis d'un Allemand de Dantzig et d'une Africaine de Atakpamé (Togo Central). En 1946, le Togo doit envoyer un député à l'Assemblée Nationale à Paris, le CUT gagne les élections et le Docteur Aku est élu, mais il se ravise, reçoit la consigne de boycotter les travaux de l'Assemblée et s'allie finalement aux communistes.

Nouvelles élections législatives en 1951, c'est le parti du Progrès qui triomphe et Grunitzky qui siège à Paris, mais les nationalistes (CUT) contestent les élections, envoient des pétitionnaires à l'O.N.U., parmi eux leur leader : Sylvanus Olympio. Une mission de visite vient en 1952 : réaction contre les nationalistes, arrestations, bastonnades. En 1956, la France choisit le Togo pour l'essai de la loi cadre (Defferre), le Togo devient République Autonome avec Grunitzky comme Premier ministre. L'opposition ridiculise alors (surtout grâce à l'action des femmes) cette « z'autonomie z'interne ». 1956, c'est aussi l'intégration du Togo britannique au Ghana qui devient indépendant en 1957. Les élections générales sous contrôle de l'O.N.U., ont lieu le 27 avril 1958, c'est alors la débacle du Parti du Progrès et le succès des

Cutards ; Sylvanus Olympio est appelé à former un gouvernement et obtient l'indépendance deux ans plus tard.

L'alerte de 1963

Quant aux événements du 21 novembre dernier, ils ont mis au jour bien des choses, en particulier, toutes les intrigues qui se sont déroulées au sein de l'équipe des « dirigeants » togolais. C'est ainsi qu'à éclaté — ouvertement le conflit qui couvait entre Meatchi, vice-président et Grunitzky, Président de la République, conflit qui a conduit le 15 décembre dernier à la suppression du poste de vice-président, donc à un apparent succès de Grunitzky. Mais en fait, pendant quatre ans, a plané le fantôme d'Olympio et surtout le souvenir de sa fin brutale sur ceux qui bénéficient aujourd'hui des avantages du pouvoir ; on ne s'est pas trop pressé pour découvrir qui était l'assassin de celui qui gisait devant l'ambassade américaine à Lomé.

La thèse la plus courante de cet assassinat serait qu'un militaire, Eyadema, à la tête de quelques hommes, aurait tiré de sa propre main sur Olympio. C'était le 13 janvier 1963. Grunitzky, jugé comme « un fidèle serviteur de la France » devient Président et succède à son beau-frère Olympio. Meatchi, qui n'était rien, devient vice-président. Un caporal connaît alors une promotion foudroyante puisqu'il devient chef d'état-major et lieutenant-colonel en 1966, il avait fait les campagnes d'Indochine et d'Algérie comme tous les bons militaires africains. C'était l'homme fort du régime : Etienne Gnassingbe Eyadema.

Ce dernier est un auteur de bons mots : dans une déclaration au journal « La Croix du Dahomé » du 4 décembre 1966, il dit « notre armée a donné aux nations africaines le signal de la révolution. Elle doit donner aussi le signal de la stabilité ».

Une révolution manquée

Le 13 janvier 1963, un coup d'Etat avait réuni Meatchi et Eyadema, mais il fallait aller plus loin ; c'était le départ d'un nouveau coup d'Etat celui du 21 novembre 1966, qui selon certaines rumeurs aurait fait trois morts. En effet, on peut émettre une hypothèse : Meatchi, assuré du soutien de l'armée aurait voulu s'emparer du pouvoir et éliminer Grunitzky. Il aurait d'ailleurs été découvert par le ministre de l'Intérieur Fousseni Mama, dont Meatchi exigea alors la démission. On dit que Fousseni Mama aurait eu des preuves selon lesquelles le vice-président

faisait distribuer des tracts subversifs (ne l'a-t-on pas vu également le 21 novembre, en pagne blanc, devant sa propre maison crier « Ablode » — Indépendance — avec les manifestants ?).

On sait la suite : le CUT, parti d'Olympio, est entré dans la brèche et l'armée qui devait s'associer aux troubles a tout de suite pris peur de se voir déborder par des événements progressifs, d'autant plus qu'elle a craint les représailles des Cutards qui lui reprochent encore la mort d'Olympio. Après des discussions avec Grunitzky, Eyadema et ses troupes se sont ralliés à lui, tandis que l'ambassade de France aurait sommé Grunitzky de ne pas démissionner et elle aurait même payé fort cher certaines consciences militaires. La révolution était manquée, d'une part à cause de la défection de l'armée, d'autre part, à cause des nostalgiques d'Olympio qui attendaient le retour de leur « Dieu » ressuscité ; dès le matin, les femmes étaient allées nettoyer « la case », c'est-à-dire la maison d'Olympio, car elles croyaient fermement en son retour.

Or, ce rappel au passé ne pouvait encourager les véritables démocrates, à manifester et à se battre ; certains se rappelaient fort bien les graves insuffisances et du caractère presque dictatorial du régime Olympio, d'autres avaient même connu les prisons et les « camps de concentration » du Nord Togo sous ce même régime.

Novembre 1966 - janvier 1967

La situation créée par les événements de novembre avait affaibli considérablement le président Nicolas Grunitzky et on s'attendait à la prise du pouvoir par les militaires, d'autant plus que les garanties promises le jour des manifestations n'avaient pas été tenues. Le 13 janvier dernier, anniversaire de la chute d'Olympio, tout se passa donc très simplement ; déclaration à la radio, suspension de la Constitution, dissolution de l'Assemblée, couvre-feu, interdiction des groupements politiques, promesses d'élections libres dans trois mois. De plus, l'armée annonçait la constitution d'un « Comité de réconciliation nationale », ce qui pouvait faire passer le nouveau régime comme continuateur de la politique du précédent.

Ce « Comité » formé quelques jours plus tard est présidé par un colonel, mais tous les autres membres sont des civils, dont la moitié se réclame du CUT, cependant un homme comme M. Benoît Malou, ministre démissionnaire en novembre dernier libéré depuis peu, doit plus sa carrière politique à ses liens de parenté avec Eyadema, qu'à une quelconque appartenance politique. De même M. Adossama est un homme très habile, qui saura être de toutes les coalitions « pour sauver ce qui peut être sauvé ». Le 13 janvier fut donc un remplacement de personnel



Assassiné par...

(et encore léger) plus qu'un changement radical d'orientation, d'ailleurs Grunitzky a donné sa démission presque avec joie et n'a pas été inquiet.

Avec la prise du pouvoir par Eyadema, ce sont les hommes du nord (Kabrais, Lossos) qui prennent en main la direction du pays, jugeant que le Nord Togo est défavorisé par rapport au Sud. Notons que l'armée est composée en grande partie d'hommes du nord pour qui la solde militaire est l'unique moyen de ne pas mourir de faim.

Quant à la « réconciliation nationale » préchée sur tous les tons par Grunitzky, et dont les slogans sont repris par le nouveau chef de l'Etat, elle n'est qu'un leurre : le Congrès des Quatre Partis, en décembre 1965, qui devait être le nouveau départ de cette politique fut un excellent divertissement pour les observateurs étrangers, comme pour les « congressistes ». Imaginez seulement un stade municipal : dans les tribunes quelques ministres et fonctionnaires, au milieu du stade un podium entouré de militaires en tenue léopard, le public : les Loméens embarqués dans un camion de la ville et transformés sur le champ en congressistes. C'est ce que l'on a appelé le « Congrès des Quatre Partis ».

Les derniers événements du Togo ne nous étonnent donc guère. Ils éliminent en fait qu'une équipe pour la remplacer par une autre, sans plus de valeur. Décidemment « l'Afrique noire est mal partie ». □

Nous voulions répondre à Monsieur Robert Cornevin, ancien administrateur des Colonies, historien de l'Afrique, « Togologue » réputé, auteur d'une histoire du Dahomey et du Togo, pour son article « Le Président Grunitzky et l'armée sont sortis grandis de l'épreuve », paru dans le Monde Diplomatique de janvier 1967. Les événements du 13 janvier sont la meilleure réponse que l'on puisse faire et les faits précis exposés ci-dessus, répondront aussi à l'exposé de Monsieur Cornevin.

Cinéma

Soledad mon amie

Jean Helms

Si Jacqueline Audry avait osé, elle aurait attardé sa caméra sur le visage d'Emmanuelle Riva, figé derrière la vitre d'un train qui démarre. Nous aurions lu dans ses yeux merveilleux toute la tragédie des « Fruits amers », de cet homme qui la regarde partir en silence, de ce cadavre allongé sur le quai d'une gare, entre les bottes des policiers...

Rarement dans un regard aura passé une telle qualité d'émotion. Cette timide jusqu'à l'agressivité (nous l'avons observé à nos dépens en l'interviewant un jour) est vraiment d'une classe exceptionnelle. Sa seule présence baigne le film d'une irréalité d'autant plus troublante qu'elle incarne, avec Soledad, une femme d'action. Sous son regard la parole se fait mystère, le geste, incantation...

Mais, fidèle à la philosophie humaniste de sa sœur Colette, Jacqueline Audry a voulu nous donner, non le chant déchirant d'un amour particulier, mais la saveur exaltante d'un groupe de conspirateurs. Après Hiroshima mon amour, Soledad mon amie. C'est pourquoi aux côtés de Riva apparaît le visage boudeur de sa sœur, tandis que sur le quai, Sébastien leur dit adieu, près du cadavre de leur ami.

Un film sans complaisances

L'épreuve commence avec l'arrestation de cette militante clandestine par des fascistes au pouvoir (quelque part en Amérique du Sud). Pour sauver Soledad, sa demi-sœur (Tita) se donne au chef de la police, Alfonso, qui la convoite depuis longtemps. Relâchée, la militante est

souçonnée par son groupe d'avoir parlé jusqu'à ce que la sœur leur donne l'explication de cette surprenante libération. Alors une nuit, Soledad prend la mantelle de Tita et va rejoindre, à la place de celle-ci, l'homme qui l'attend, tous feux éteints, dans la voiture de leur rendez-vous... L'intrus exécuté, tout rentre, en principe, dans l'ordre : le groupe à l'abri, une femme vengée. Mais voilà, Tita qui n'a jamais fait de politique, avait fini par s'attacher au tortionnaire, et le fait savoir. Humiliée, Soledad est de nouveau séparée du chef du groupe, Sébastien, qu'elle aime. Enfin un autre membre de la bande voyant partir celle qu'il désirait — sans espoir — avec son rival, se trahit et meurt sous les balles d'un flic.

Sur cette œuvre robuste comme une mécanique de Robles le réalisateur de « Huis clos » a tiré un film bien construit, sans inventions mais sans complaisances. (On ne peut en dire autant de l'affiche du distributeur : c'est le visage de Riva qui est intéressant. Pas son dos.) Une générosité irradie ce film où chacun, comme le dit le conducteur du train « donne du sien. » Même le tranchant directeur de la police que Laurent Terzieff interprète avec une élégance très mesurée.

Le décor — enchanteur — de Dubrovnik participe comme chez René Clément, à cette chaleur humaine qui nous attache dès les premières séquences. « Fruits amers » c'est un peu la suite du « Barrage contre le Pacifique ». Avec un visage inoubliable en plus.



N. Battaglia et Emmanuelle Riva dans « Fruits amers ».

cende sa propre bêtise, en versant à maintes reprises dans un authentique univers absurde, sans queue ni tête. Il y a un véritable et sans doute inconscient côté dadaïste dans la grande vava. Pour preuves quelques gags, je passe celui de Louis de Funès en chef d'orchestre dirigeant du Berlioz à l'Opéra de Paris, en lui-même véritable et involontaire caricature de plusieurs tabous français. Je songe aux bougies dans le noir s'allumant aux yeux ébahis de Bourvil et de Funès, qui ne sont que celles d'un gâteau d'anniversaire d'un officier allemand, aussitôt voici nos deux compères obligés pour sauver leur vie d'entrer dans la danse et de jouer à saute-mouton avec un lot de gradés allemands. Ou bien encore, un carambolage de véhicules militaires dont tous les pneus ont été préalablement crevés par des tommies astucieux, etc. Farce démentielle, non prévue au programme, secrétée par l'absence de pudeur avec laquelle la guerre est présentée. On peut prononcer le mot de bêtise géniale, de vulgarité démystifiante là où on la voulait seulement rentable. Bref la grande vava est un phénomène sociologique inattendu. On doit la voir sous cet angle d'autant plus qu'on y rit.

 Télévision

"Les clés du futur"

Geneviève Rocard

« Sarcelles est le brouillon des villes du futur » a déclaré un Sarcellois. Combien de brouillons faudrait-il encore pour parvenir à édifier des cités agréables pour une population urbaine qui doit doubler d'ici l'an 2.000 ?

Ce sujet méritait une grande émission il a failli la trouver dans la 3^e de la série des Clés du Futur, de Roger Louis. L'entreprise était difficile mais l'ambition des réalisateurs était trop grande : les interviews à l'improviste n'ont pas été très convaincants et les dialogues par interphone malgré leur originalité manquaient de chaleur.

Il aurait fallu deux heures d'antenne, et il n'y en eut qu'une, d'où une interruption fâcheuse au moment où s'exprimait le représentant de la Caisse des dépôts en réponse aux questions très pertinentes d'un représentant des résidents M. Neuschwander.

La parole laissée aux résidents était fort instructive : leurs murmures désapprobateurs en écho aux paroles de M. Leroy en disaient long. Mais ce qui a sans doute le plus étonné M. Roger Louis qui ne put s'empêcher de déclarer : « Ainsi vous êtes satisfait de vivre à Sarcelles ? Moi je ne pourrais pas y vivre », c'est d'entendre que finalement Sarcelles était très viable malgré ces manques. On est content d'y vivre à condition d'en sortir », dit ainsi une femme et M. Neuschwander ajoute que lorsque l'on compare Sarcelles aux villes classiques il ne faut pas oublier l'état déplorable de certains de leurs logements.

La vie à Sarcelles existe comme en témoignent les 91 associations locales. Ce qui est important c'est d'établir un dialogue : « Sarcelles n'a pas de passé ? mais c'est nous qui créons le passé, ça c'est sensationnel » dans la bouche d'un jeune. C'est très encourageant.

Avec les « clés du futur » Roger Louis devrait parvenir à nous présenter des émissions de la classe de « 5 colonne à la une ». Cette émission qui était, elle aussi, un brouillon nous en a laissé l'espoir.

 La grande Vava

Claude Glayman

« La grande vadrouille » fera rire des millions de Français et elle fera rentrer des millions de francs (lourds) dans les caisses de ses producteurs. L'affaire sera prospère et le filon exploité, certainement jusqu'à la corde. Aussi sommes-nous dans une vanité dédaigneuse, si nous ne nous interrogeons pas sur les raisons d'un succès dont la vulgarité soigneusement mijotée est le secret. Dans la France du gaullisme et de la Gauche poujadiste, la grande vava est un emblème et un produit distinctif. Le rire qui indéniablement en naît et déchaîne des salles combles, est pourtant bien aseptisé. Serait-ce cette aseptisation qui en est la source ? On inclinerait à le penser !

Pour la grande vava, la guerre est un jeu, d'abord bien rassurant, empli de coton, dont la violence ne va

guère plus loin qu'une bataille de polochons. Entendons-nous bien, je ne m'élève pas contre le sacrilège qui consisterait à rire de la guerre. Il existe là-dessus une longue tradition comique fortement fondée et dont les « hussards » par exemple était une agréable illustration. Pour G. Oury il s'agit très différemment de susciter le rire en admettant implicitement que la guerre sérieuse n'a pas eu lieu. Maintenant que la frayeur est passée, braves Français qui l'avez vécue ou qui en avez entendu parlé, riez de ce qui n'aurait jamais dû vous faire de la bile. Entre les Allemands et nous, il n'y eût jamais qu'une complicité de bidasses qui se jouent des tours pendables. Ai-je tort de critiquer cet art de cochons ! Et pourtant je n'ai guère de penchant patriotard !

Chose remarquable, le film trans-

Livres

Le mal des femmes

Françoise Denussac

Les éditions Gonthier viennent de publier dans la Collection « Femme Grand Format » l'ouvrage d'un médecin dermatologiste et psychanalyste qui, à travers l'exercice de sa profession médicale, a été amenée à constater, d'une manière frappante, les difficultés d'adaptation des femmes aux conditions de vie de la société contemporaine (1).

Les troubles psychosomatiques, c'est-à-dire les répercussions physiques de déséquilibres psychiques, affectent des formes très variées. Parmi celles-ci, les affections de la peau, que soigne la dermatologie, sont extrêmement répandues. L'expérience d'un médecin spécialiste en ce domaine est donc particulièrement riche.

Ces maladies ne sont nullement imaginaires : bien réelles, elles se manifestent par des lésions organiques précises. Mais leur cause est à rechercher dans une mauvaise adaptation du corps à certaines situations psychologiquement traumatisantes, tant individuelles que sociales.

L'intérêt de cet ouvrage est double :

— sur le plan médical, il permet de comprendre le rôle de la psychothérapie, notamment dans ses applications à la dermatologie ;

— mais, d'une façon plus générale, il rejoint une des préoccupations essentielles de notre temps quand, à travers la description des expériences médicales, il met en lumière les réalités de la condition féminine dans notre société.

En un style toujours simple et attrayant, en dépit d'une grande rigueur, le Dr Lambergeon nous montre par son livre les femmes, non plus seulement revendiquant leur libération au nom de principes de morale sociale, mais mutilées jusque dans leur corps en dépit souvent d'une apparente résignation et d'un simulacre inconscient de bien-être.

Les conversations du médecin et de ses consultantes (2) pourraient faire penser à des caricatures tant elles

paraissent anachroniques dans la deuxième moitié du XX^e siècle, si la vérité du ton, le dépouillé navrant de ces « impressions » ne venaient prouver de façon extrêmement convaincante qu'il n'y a là rien d'exagéré, mais simplement la description de situations très fréquentes. On y découvre les femmes, enchaînées par l'éducation, la tradition chrétienne, les structures sociales, le poids des mythes, écrasées par le sens de leur culpabilité en cas de révolte, paralysées par l'autorité soi-disant protectrice de l'homme, dans l'impossibilité également d'admettre que la liberté est inhérente à la nature humaine, donc à leur nature féminine.

Aux situations traumatisantes dans lesquelles elles sont placées, les femmes réagissent presque toujours de façon critique : c'est le rôle du médecin, par la psychothérapie, de faciliter l'adaptation et d'éviter ou de faire disparaître les troubles organiques. Mais le remède ne peut venir du seul médecin. Le Dr Lambergeon conclut excellemment en rappelant que ce sont les contraintes sociales et les habitudes de pensée qui freinent la prise de conscience sans laquelle il ne peut y avoir d'adaptation véritable. L'action entreprise, en dehors de tout souci immédiatement médical, pour transformer le milieu social dans lequel les femmes sont insérées, a donc une justification de plus : c'est également l'auxiliaire du médecin dans sa lutte contre des affections organiques très fréquentes et souvent très graves.

Par delà son intérêt purement médical, l'ouvrage du Dr Lambergeon intéressera tous ceux qui veulent voir disparaître les manifestations d'une des aliénations les plus tenaces de notre société : l'aliénation féminine. □

(1) Psychomatique et angoisse féminine, Dr Solange Lambergeon, 154 pages, 9,60 F.

(2) Bien que le privilège de ces troubles ne soit pas réservé aux femmes, c'est à une étude des problèmes féminins que se consacre ici l'auteur. □

A lire

- Celso Furtado : « Développement et Sous-Développement » - PUF, 15 F.
- Patrice Lumumba parle » - Collection « Texte-Image-Son » - Le Seuil, 19,50 F.
- Henri Jannès : « Le progrès enchaîné-téléphone-logement » - Calmann-Lévy, 10,80 F.
- Georges Friedmann : « 7 études sur l'homme et la technique » - Gonthier, 5,85 F.
- Joffre Dumazedier, Aline Ripert : « Loisir et Culture » - Le Seuil, 24 F.
- Pierre Baucher : « La planification française » - Le Seuil, 24 F. □

Adels

La revue de l'ADELS « Correspondance Municipale » vient de publier un numéro spécial sur : les réformes administratives. Ce dossier offre l'avantage de rendre les problèmes accessibles au plus grand nombre, de faciliter une meilleure connaissance de chacune de ces réformes et, surtout, d'en présenter une vue d'ensemble. Il intéressera tous ceux qui, sur l'ensemble des sujets concernant l'Administration centrale, les régions, les départements, les communautés urbaines, syndicats à vocation multiple, districts, etc., désirent avoir une documentation utile. Prix du numéro : 5 F. Renseignements : 94, rue Notre-Dame-des-Champs - Paris (6^e). □



AGIP

Musique

Monteverdi le glorieux

Bernard Sizaïre

Il y aura 400 ans, en mai prochain, que naissait Claudio Monteverdi.

Il est temps d'affirmer qu'il est, avec Bach et deux ou trois autres, un des plus grands génies de la musique. Il faut répéter qu'avec le « Couronnement de Poppée », il a écrit un grand opéra moderne et un véritable drame shakespearien. Il faut entendre le « Lamento d'Ariane » ou « Les larmes sur le tombeau d'une amante » pour comprendre quels accents déchirants peut arracher la disparition d'un être aimé.

Monteverdi, musicien savant, sans ignorer les meilleures leçons du passé, a apporté à la musique vocale et instrumentale des enrichissements dont nous ne saisissons pas encore toute la portée. Cependant, cette musique complexe est sans cesse irriguée par l'émotion profonde d'un auteur dont la rigueur n'exclut ni lyrisme, ni tendresse.

Dirigé par Maurice Leroux qui connaît bien Monteverdi pour lui avoir consacré jadis un livre, l'Orchestre National a dignement commémoré ce quatre centième anniversaire. Ecrits en 1610, « Les Vêpres » constituent la partie résolument moderne d'une Messe dont les autres éléments restent traditionnels. L'orchestre y joue un grand rôle, tant sur le plan dramatique que sur celui de l'ornementation sonore. Les musiciens, les chœurs, la maîtrise et l'extraordinaire groupe vocal d'Alfred Deller ont été parfaits. Vous pourrez en juger lors de la prochaine diffusion de ce concert par l'O.R.T.F.

Nous ne pouvons terminer ce bref hommage à Monteverdi sans signaler la parution de deux enregistrements remarquables :

Madrigali e Concerti. — Monteverdi en soixante ans écrivit neuf livres de madrigaux au cours desquels il fit considérablement évoluer le genre. Les sept œuvres qui nous sont proposées ici, extraits des quatre derniers livres, marquent, à des titres divers l'évolution du madrigal vers la cantate et l'Opéra : la voie s'individualise, l'accompagnement instrumental devient plus expressif. L'interprétation proposée par Jürgen Jürgens est bonne, sans présenter toutefois la luminosité moelleuse de certains ensembles italiens.

(Telefunken CTA-25).

Vesperi della Beat Vergine. — Ne répétons pas qu'il faut écouter cette œuvre capitale ! Ajoutons qu'il s'agit d'un enregistrement exceptionnel dont l'interprétation somptueuse et délicate est mise en valeur par des instruments anciens judicieusement choisis et une prise de son délimitant avec précision les différents plans sonores. Les effets d'écho dans le « Gloria » font de Monteverdi le père de la stéréophonie. □

(2×30 cm - Erato)

Le temps de la bonne chanson

Marc Echeverry

Le temps de la bonne chanson est revenu. Succédant à Barbara et Serge Reggiani, Georges Brassens triomphe à Bobino. Son tour de chant reste parfait. Sa voix, il faut le dire, marque quelque épuisement, et c'est plus en diseur et en poète qu'en chanteur que Brassens se produit. Le climat qu'il sait créer est néanmoins unique. Avec Brassens, c'est un bain de jouvence et d'air frais que l'on prend. Imperturbable, il accueille les rires et les applaudissements, avec une ingénuité paysanne. C'est dire qu'elle n'est pas exempte de rouerie (1).

Près de la place Clichy, dans le petit Théâtre de l'Œuvre, Cora Vaucaire présente enfin un récital. L'esprit, l'intelligence, la poésie, sont ici certainement présents. La mélancolie aussi.

Si l'on songe à ce qu'aurait dû être la carrière de Cora Vaucaire, et à ce qu'elle a été ses dernières années, on est saisi de quelque rage. A tort.

Car il lui suffit de paraître de nouveau, dans de bonnes conditions, pour que beaucoup de fausses idoles soient de nouveau anéanties. Un régal, pour ceux qui se souviennent des grandes heures de « l'Ecluse ». Une découverte pour les plus jeunes, qui saisissent ce que musicalité et précision veulent dire. Un récital à ne pas manquer (2).

Et puis vient Catherine Sauvage (3). Nous dirons ici, en publiant un entretien avec elle, tout ce que l'on peut penser, et écrire sur le monde de la chanson. Pour l'heure, il faut courir voir Catherine Sauvage. Au mieux de sa forme. Dans un récital qui constitue une date, et où tous ses dons merveilleux éclatent. □

1 Bobino : rue de la Gaité.

2 Théâtre de l'Œuvre, rue de Clichy.

3 Théâtre de l'Alliance Française, boulevard Raspail.

□ Espagne

Les effets de la libéralisation

Christian Guerche

Le climat social espagnol, comme l'avoue la presse officielle, ne cesse de se détériorer. Le démenti infligé par les grévistes qui se multiplient en Espagne, aux résultats tout aussi officiels du référendum institutionnel, est donc cinglant.

Toute la propagande du régime, à l'intérieur comme à l'étranger, tendait, s'appuyant sur l'expansion réelle de l'économie espagnole, à présenter une image harmonieuse d'une Espagne en plein développement. Les conflits en cours, par leur caractère comme par leur force, ont rompu le charme.

Un affrontement se prépare en Espagne, dont il est impossible de prévoir les développements, la situation étant très mouvante, mais dont la réalité n'échappe plus à personne. Et surtout pas au pouvoir.

Le sens de la libéralisation

Celui-ci échappe en effet de moins en moins aux contradictions de sa politique et aux exigences de l'économie espagnole.

L'appel aux investissements étrangers, le désir de s'intégrer au Marché commun, la nécessité d'une certaine flexibilité dans la direction de l'économie, la compétition entre différents groupes monopolistes pour assurer leur prééminence auprès du pouvoir, ont conduit un certain nombre d'hommes politiques à se faire les champions de la « libéralisation ».

Mais ce phénomène a provoqué en retour dans la classe ouvrière, et plus généralement chez tous les salariés, une conscience plus étendue de l'ensemble des problèmes qui les concernent.

Aujourd'hui, un certain nombre de manifestations de caractère purement revendicatif se multiplient. Mais immédiatement ils prennent un caractère plus politique dans la mesure où ils mettent en cause *ipso facto*, les structures du régime, et notamment les structures syndicales.

Le phénomène, objectivement considéré, n'est pas nouveau. Ce qui l'est plus, c'est la conscience nouvelle que prend la classe ouvrière, à la fois des possibilités, et des formes d'organisation qui permettent de

faire avancer plus largement les choses.

D'où l'importance des Commissions ouvrières et le rôle majeur qui est le leur dans le processus en cours.

Le régime essaye aujourd'hui de les abattre, après les avoir relativement tolérées. Et la résistance qui s'organise autour est probablement un élément de prolétisation majeur.

Une situation ambiguë

Ce serait cependant faire preuve de quelques illusions que de ne pas voir les ambiguïtés de la situation.

En effet, si le processus de libéralisation dégage incontestablement de nouvelles forces, et permet aux éléments les plus conscients de la gauche d'en utiliser divers aspects, au service de leur politique, il n'en présente pas moins d'autres aspects plus négatifs.

Le danger est grand, très grand, de voir un certain nombre de forces de la bourgeoisie libérale, ou du néo-capitalisme montant, canaliser à leur profit les mouvements en cours et leur donner un contenu benoîtement démocratique. C'est en ce sens que la politique dite de « réconciliation nationale » est non seulement inadaptée, mais à l'étape présente dangereuse.

Il n'est pas possible d'envisager un front unissant toutes les forces anti-franquistes. Cette politique n'a probablement jamais été juste, et faisait preuve beaucoup plus de volontarisme que du sens des réalités. Mais, aujourd'hui, elle conduirait les forces populaires à servir effectivement de caution et d'appoint, à certains secteurs de la bourgeoisie.

Le problème est d'autant plus difficile et délicat que dans les deux zones les plus industrialisées de l'Espagne — le Pays Basque et la Catalogne — les problèmes nationaux s'interfèrent, et donnent une incontestable force jusque dans les milieux populaires, aux bourgeoisies, et petites bourgeoisies nationales.

Or, ces dernières ont été, dans leur ensemble, anti-franquistes, tout au moins dans leur expression politique. Elles apparaissent donc tout naturellement, comme les forces de rechange possibles. On y pense beaucoup et pas seulement dans certains



Un vote évidemment massif.

AGIP

milieux d'opposition traditionnels, mais dans des équipes en place, et qui préparent activement l'après-franquisme.

Il est donc plus que jamais nécessaire que les organisations ouvrières affirment avec netteté une ligne autonome, et rejettent un type d'alliances qui les mènerait à l'échec.

Cette nécessité apparaît d'autant plus clairement que l'on aurait probablement tort de croire que le régime de transition tendra vers une démocratie de type parlementaire classique.

Beaucoup plus probablement, les organisations ouvrières devront imposer leur existence à travers de dures batailles. Ce qui ne signifie nullement que cet affrontement se traduirait par le schéma révolutionnaire classique.

Un nouvel équilibre

En effet, il est probable qu'un mouvement violent de la classe ouvrière, serait voué à l'échec, pour deux raisons essentielles au moins :

— L'Espagne, atteint assez rapidement maintenant, un niveau de vie et d'emploi tel que, et surtout au sortir de trente ans de fascisme, des mots d'ordre de ce style ne trouveraient pas d'audience dans le pays.

— Mais, en outre, et si par hypothèse, un mouvement de cet ordre se produisait, il ne fait pas de doute,

que les capitalistes espagnols trouveraient immédiatement aide et appui dans les pays voisins.

Toute perspective de cet ordre paraît donc effectivement aventuriste.

Par contre, et sans qu'il soit possible d'en imaginer toutes les composantes, il est vraisemblable qu'un nouvel équilibre devra être recherché. Le franquisme ne devant être considéré comme définitivement battu que dans la mesure où les organisations ouvrières auront la possibilité de développer toutes les initiatives et les moyens d'expression et d'organisations politiques.

Le rapport de forces

Cet ensemble d'appréciations paraît peut-être n'être pas à l'ordre du jour. L'appareil de l'État pèse encore lourdement et les récentes condamnations pour délits d'opinion plus qu'élémentaires, ont montré que le régime se tient sur ses gardes.

La situation est pourtant en train de changer, et pour la première fois en faveur des forces populaires. Les élections des Commissions ouvrières, les grèves qui s'étendent à travers tout le pays, les manifestations silencieuses devant les tribunaux où l'on juge des responsables syndicaux, l'apparition ou la réapparition de forces nouvelles sur l'échiquier politique espagnol, sont les reflets multiples d'un nouveau rapport de forces. □